

# MERIA

## POURQUOI LES ARABES DIRONT TOUJOURS « NON » À TÉHÉRAN

Masri Feki\*

*Depuis sa révolution islamique contre le Reza Shah Pahlavi en 1979, l'Iran est perçu au Moyen-Orient arabe comme une menace. Mais en quoi le chi'isme perse est-il menaçant pour les Arabes ?*

Depuis l'avènement à Téhéran de l'Ayatollah Khomeini, nombre de mouvements politiques arabes se reconnaissent dans la rhétorique *séfévide*<sup>1</sup> du régime iranien et dans l'élan révolutionnaire d'un islam politique réinterprété sur le mode chi'ite. S'il est peu probable que l'islam chi'ite influe de manière décisive sur les destinées d'un monde musulman majoritairement sunnite (à plus de 85 pour cent), il est toutefois source de méfiance au Moyen-Orient arabe. Celle-ci se manifeste au sein des monarchies conservatrices, et tout particulièrement en Arabie saoudite, où le wahhabisme orthodoxe, garant du sunnisme et des lieux saints, a toujours redouté la renaissance conquérante et subversive du chi'isme, vu comme une menace à son hégémonie. Toutefois, il faut également souligner que les régimes se revendiquant d'une idéologie pan-arabe laïque et révolutionnaire, comme l'Irak de Saddam Hussein ou la Syrie de la dynastie Assad, considèrent également la propagation de la révolution islamique comme une menace à la stabilité de leur régime, du fait des importantes minorités chi'ites présentes en leur sein. Il convient alors de se demander en quoi le chi'isme perse est-il révolutionnaire, et principalement si l'Iran est encore en mesure d'exporter sa révolution.

L'influence de l'Iran, et de son interprétation politique révolutionnaire du chi'isme, au sein du monde musulman,

peut se comprendre par l'histoire de ce courant au Moyen-Orient. Exclue de la succession du prophète de l'Islam, les descendants de l'Imam Ali, gendre de Mahomet, ont toujours été marginalisés. Ainsi, la domination sunnite contraignit-elle les Chi'ites à se soumettre au pouvoir califal et parfois même à se réfugier dans des enclaves montagneuses, comme ce fut le cas pour les Druzes et les Alaouites au Liban et en Syrie, ainsi que pour les Zaydites sur les montagnes du Yémen. Un tel isolement ne fit que renforcer la doctrine religieuse du chi'isme. La théorie de l'« imam caché » (*imam zaman*), lequel apparaîtrait à la fin des temps afin de délivrer les déshérités (*mostazafin*), agit comme référent symbolique contre le monde des dominants, assimilé au monde sunnite, mais également, plus tard, à l'Occident judéo-chrétien. Relié à une vision prophétique prônant la défense des déshérités contre les tyrans, ce messianisme fut rétabli en Iran au moyen de la révolution islamique, présentée comme une alternative au communisme, qui commençait alors à péricliter.

Ainsi, le discours des mollahs s'adresse-t-il encore aujourd'hui essentiellement aux déshérités, mobilisant essentiellement les masses peu politisées. Le régime iranien est toujours influencé par les idées du défunt orateur Ali Shariati, lequel tenait un discours radicalement tiers-mondiste et était d'avis que seul l'« humanisme musulman » pouvait

sauver l'identité perse—et celle des autres victimes de la colonisation croisée—du capitalisme impérialiste et du communisme athée. Il préconisait ainsi l'indépendance politique et économique, mais aussi le renouveau de l'identité musulmane, que l'Occident et le communisme avaient subvertie. Comme Shariati et Khomeini, Ahmadinejad s'appuie sur des discours simples, compris de tous, transmis par radio, reproduits sur cassettes et retransmis dans tout le pays. De surcroît, le clergé, qui contrôle les médias et détient le monopole de la parole, lui permet d'écarter intellectuels et politiques.

Depuis la révolution, le régime islamique iranien a aussi utilisé les symboles du chi'isme—celui des martyrs par exemple—pour servir sa cause, comme, tout particulièrement, lors de la guerre contre l'Irak. En effet, les *Bassidjis*—combattants issus de l'organisation *Niruyeh Moghavemat Basij* (« Force de mobilisation de la résistance »), créée juste après la révolution, forte d'un demi-million de jeunes recrues et faisant partie intégrante de l'armée—étaient envoyés sur le front dès l'âge de douze ans avec pour mission de mourir dans la « tradition des martyrs chi'ites ». Il n'est donc pas étonnant que la milice chi'ite libanaise Hezbollah, contrôlée par Téhéran, ait recruté plus de 2 000 enfants, âgés de dix à quinze ans, pour former des milices armées, acte largement désapprouvé par l'opinion publique arabe. Ainsi, le 18 août 2006, l'hebdomadaire égyptien *Rose al-Youssef* dénonçait fermement le recrutement de mineurs au sein du Hezbollah, tandis que nombre d'intellectuels arabes continuent de qualifier le mouvement chi'ite libanais « d'organisation criminelle » sur la tribune de la chaîne qatarie arabophone *Al-Jazeera*.

Si, dans un premier temps, le clergé chi'ite iranien réussit à mobiliser la société iranienne, son influence n'atteint pas le reste du monde ou même de la région. Le nouveau pouvoir chi'ite iranien entra en

conflit avec les États-Unis suite à leur décision, en octobre 1979, d'accorder l'asile politique au Shah déchu. Khomeini exhorta la population à manifester contre eux, qualifiés désormais de « grand Satan ». Ceci marqua le début de la « crise des otages » et des relations conflictuelles entre la République islamique d'Iran et l'Occident de manière générale.

En juillet 1980, le conseiller à la sécurité nationale des États-Unis, Zbigniew Brzezinski, rencontra le roi Hussein de Jordanie à Amman, afin de discuter en détail d'un éventuel coup d'État que Saddam Hussein pourrait mener contre Khomeini. Le roi Hussein, alors l'allié le plus proche de Saddam dans la région, servit d'intermédiaire lors de la planification du complot. L'invasion de l'Iran par l'Irak aurait eu lieu sous prétexte d'un appel à l'aide d'officiers loyalistes iraniens, ayant préparé leur propre soulèvement le 9 juillet 1980. Ces officiers iraniens étaient dirigés par Shapour Bakhtiar, ancien premier ministre du Shah, réfugié en France après la prise du pouvoir par Khomeini mais opérant depuis Bagdad au moment de la rencontre entre Brzezinski et Saddam Hussein. Cependant, Khomeini eut vent de cette opération (« opération Nojeh ») et la tentative de putsch avorta<sup>2</sup>.

L'idée d'une possible extension de la révolution iranienne vers les autres pays arabes du Golfe abritant d'importantes communautés chi'ites fut alors au centre des préoccupations des dirigeants de la région<sup>3</sup>. À la veille des élections législatives irakiennes du 30 janvier 2005, lesquelles virent la victoire d'une formation politique d'obédience chi'ite à Bagdad, le président égyptien Hosni Moubarak confiait à la presse internationale son appréhension de voir les chi'ites se hisser au pouvoir en Irak<sup>4</sup>. Il est à souligner que l'Égypte de Moubarak considère le chi'isme comme une secte dangereuse, et que la faible et paisible minorité chi'ite du pays du Nil est régulièrement la cible des services secrets,

les *Moukhabarat*, au mépris du principe de liberté de conscience inscrit dans le droit égyptien et dans les articles 2 et 18 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948, signée par l'Égypte. Il convient d'évoquer ici la vague d'arrestations de prédicateurs chi'ites au début des années 1990 par les autorités égyptiennes, ainsi que les propos méprisants des hauts dignitaires d'*al-Azhar*<sup>5</sup>—la plus haute instance religieuse de l'islam sunnite—à l'égard des « déviants » chi'ites. Si aujourd'hui la plupart des dirigeants arabes se montrent plus réservés, les craintes du raïs égyptien sont ouvertement partagées, notamment par le roi Abdallah de Jordanie et le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa.

Alors que l'émergence d'une théocratie radicale dominée par un clergé à la fois chi'ite et non-arabe met périodiquement l'accent sur les divisions au sein de l'islam, les inquiétudes des dirigeants arabes ne sont pas sans fondement. En effet, avant la révolution islamique de 1979, le chi'isme révolutionnaire avait progressé plus rapidement en Irak—où s'était réfugié Khomeini—qu'en Iran. Ainsi, dès 1974, la répression frappa le parti de la « prédication islamique » de Mohammad Bakr al-Sadr, assassiné suite à un attentat manqué, perpétré par des chi'ites, visant Tarek Aziz, alors ministre des Affaires étrangères de Saddam Hussein.

Ainsi Saddam Hussein se fit-il le chantre de la défense de la nation arabe, menacée par l'islamisme, chi'ite en l'occurrence. Ceci lui assura la solidarité des États soucieux de l'expansionnisme iranien. Khomeini renforça la légitimité de cette position : Dès son arrivée au pouvoir, il s'attaqua à l'arabisme et appela au renversement du parti Baas, qu'il qualifia de parti « athée ». L'Irak, soutenu financièrement et militairement par les autres États membres de la Ligue arabe et par les États-Unis, envahit alors l'Iran en vue de renverser la théocratie naissante. Ceci marqua le début de la guerre Iran-

Irak, dont le bilan fut extrêmement coûteux en termes de vies humaines et de ressources pour les deux pays.

Bien que l'Irak ne réussît pas à défaire l'Iran, la révolution islamique ne s'étendit pas au-delà des frontières de ce dernier. Le principal objectif de ce conflit fut donc atteint : les populations chi'ites d'Irak et des pays du Golfe Persique n'adoptèrent pas le nouveau modèle idéologique, malgré les sympathies affichées.

Cette guerre aura sans doute contribué à enrayer l'expansion de la révolution khomeyniste au sein du monde musulman non chi'ite. Elle freina également l'élan de sympathie qu'elle avait auparavant suscité jusqu'en Afrique sub-saharienne ; le Front islamique du salut (FIS) algérien, ainsi que les islamistes soudanais et égyptiens tournèrent ainsi le dos à l'Iran. Les mollahs de Téhéran ne parvinrent donc pas à tisser des liens solides avec les groupuscules islamistes qu'ils souhaitaient manipuler. Cela démontre que les logiques étatiques ne s'accordent pas toujours avec les stratégies des mouvements activistes ; les masses musulmanes peuvent se montrer indifférentes, voire hostiles, aux manœuvres iraniennes, comme ce fut le cas lors d'émeutes provoquées par des activistes iraniens en juillet 1987, au cours d'un pèlerinage à La Mecque.

Toutefois, au sein même du monde chi'ite (loin d'être homogène), les configurations politiques et sociales peuvent freiner la diffusion du modèle iranien. En effet, si l'Iran dispose d'appuis dans le sous-continent indien, les Chi'ites de cette région n'adhèrent pas tous à son modèle idéologique. D'autre part, dans les régions où un clergé fort, comme celui en Iran, n'a pu se constituer, la diffusion reste faible. Tel est le cas pour les Chi'ites alévis en Turquie, majoritairement favorables au maintien de la laïcité. Au Liban, la radicalisation des positions islamistes chi'ites rapprocha le Hezbollah des thèses iraniennes, mais elle l'éloigna, pour les mêmes raisons, du parti Amal, dont est issu l'actuel président du

Parlement, Nabih Berri, qui négocia le dernier cessez-le-feu avec les émissaires occidentaux et onusiens.

Aujourd'hui encore, le cas de l'Irak illustre l'échec de l'exportation du modèle révolutionnaire islamique iranien, même parmi les communautés chi'ites de la région. En effet, si l'ennemi public des Américains, Moqtada al-Sadr (fils de l'Ayatollah chi'ite irakien Mohammad Sadeq al-Sadr, assassiné sous le régime de Saddam Hussein), aspire à une république islamique à l'iranienne, il invoque aussi et surtout le patriotisme irakien, contre une hégémonie iranienne sur le chi'isme d'Irak. Au Moyen-Orient, l'identité religieuse ne prime donc pas sur l'appartenance à la nation ; seulement en Iran, elles semblent s'être entremêlées.

La fin de la révolution iranienne a sans doute affaibli les courants chi'ites radicaux. C'est pourquoi le régime iranien se focalise de plus en plus sur la « résistance à Israël » et relègue au second plan la caractéristique religieuse de son combat. Il a ainsi réussi à accroître sa popularité grâce aux « actes de bravoure » exécutés par la milice libanaise Hezbollah qu'il contrôle. En raison de cette évolution, le régime alaouite de Syrie a décidé de se servir de cette force intégriste, interposée entre lui et Israël, afin de faire valoir ses intérêts tout en évitant un conflit frontal avec Israël. L'appel à la destruction de l'État d'Israël et les récentes déclarations négationnistes de Mahmoud Ahmadinejad démontrent bien que l'Iran se cherche une place au Moyen-Orient, en usant de la « potion magique antijuive », dont les effets ne sont plus à découvrir. Téhéran parviendra-t-il pour autant à s'intégrer dans la région ? Rien n'est plus incertain.

*\*Né au Caire en 1984, Masri Feki partage son temps entre la France et le Moyen-Orient. Il est notamment président de l'Association Francophone d'Études du Moyen-Orient (AFEMO) et auteur de nombreuses publications sur le*

*Moyen-Orient. Site Internet : <http://www.masrifeki.com>.*

---

## NOTES

<sup>1</sup> En référence à l'expansionnisme de l'Empire perse de la dynastie séfévide, qui régna sur l'Iran jusqu'au 19<sup>ème</sup> siècle.

<sup>2</sup> Nom de code « Nojeh », d'après le nom de la base aérienne Shahrokhi/Nojeh à Hamedan.

<sup>3</sup> Les Chi'ites représentent en effet près de 12 pour cent de la population autochtone des quelques 24 millions d'habitants des six monarchies pétrolières du Golfe, que sont l'Arabie saoudite, le Bahreïn, les Émirats arabes unis, le Koweït, Oman et le Qatar.

<sup>4</sup> Ces craintes ont été exprimées par le raïs égyptien dans deux récentes interviews accordées à la chaîne américaine PBS, et à la chaîne satellitaire Al-Arabiya, basée à Dubaï.

<sup>5</sup> Paradoxalement, *al-Azhar* fut fondé par la dynastie chi'ite des Fatimides.